Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1083

Artikel: Les sirènes du néo-libéralisme
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1021878

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA
1002 Lausanne
14 mai 1992 – nº 1083
Hebdomadaire romand
Vingt-neuvième année

Les sirènes du néo-libéralisme

C'est une véritable incantation, un prêche auquel nul ne peut échapper. Le bain médiatique dans lequel nous pataugeons aujourd'hui bon gré mal gré, c'est la libéralisation. L'effondrement du monde communiste a donné le signal d'une vaste inquisition dirigée contre tous les obstacles au libre déploiement du marché. Aucun des multiples problèmes auxquels est confronté le monde contemporain ne saurait résister au retour à une économie de marché, véritable paradis perdu dont il s'agit maintenant de retrouver les délices. Problèmes d'environnement, de chômage, de compétitivité, d'inflation, de développement, de déficit budgétaire ? La réponse est constante et unique: déréglementation, privatisation, concurrence. A la mission salvatrice du prolétariat a succédé la sacralisation de la régulation par le marché.

L'appel à une concurrence accrue est d'autant plus séduisant que nous découvrons, particulièrement en Suisse, le prix des rigidités et des routines qui se sont imposées au fil des décennies, favorisées par le cloisonnement des économies et par les avantages relatifs dont a longtemps joui notre pays.

Mais prenons garde de ne pas retomber dans le vieux dualisme privé/public, collectivisme/individualisme, vain affrontement qui a marqué l'histoire de l'Occident. La gestion centralisée des sociétés conduit à une impasse: des peuples entiers en ont fait la douloureuse expérience. Mais le marché, s'il a indéniablement contribué à l'accroissement de la prospérité, n'a jamais connu de concrétisation pure; il n'est qu'un mode de gestion collective parmi d'autres. Généralisé à tous les domaines — la protection de l'environnement devient une affaire, l'Etat est assimilé à une entreprise privée et la vie politique est réduite à une compétition pour des suffrages — il montre vite ses limites. Les expériences néo-libérales américaine et anglaise, la paupérisation et les déstructurations sociales qu'elles ont engendrées sont là pour en témoigner.

Les théoriciens du marché partent d'un postulat qui ne trouve guère confirmation dans la réalité, celui de la rationalité des acteurs économiques. Que ce soit sur le marché du travail ou dans les secteurs de la production et de la consommation, on observe quantité de discriminations et de stratégies qui reflètent tout sauf l'expression de la libre volonté et de l'égalité des acteurs en présence: des stratégies de pouvoir qui visent à contrôler l'accès au marché, bref le contraire d'un marché. Par ailleurs la rationalité économique favorise le court terme; elle ne s'embarrasse pas de responsabilité sociale et ne s'inquiète guère du sort des générations futures: les atteintes à l'environnement dont nous commençons à tenir la comptabilité sont le résultat très concret de cette courte vue.

Plus qu'un moyen efficace de gestion de la société, le recours généralisé aux mécanismes du marché ne conduit qu'à imposer les contraintes de production à la société tout entière, comme le souligne l'économiste Beat Bürgenmeier. C'est ainsi qu'on peut justifier la nécessité du travail de nuit par le besoin d'amortir des machines rapidement obsolètes. Les choix sont dictés par une rationalité abstraite sur laquelle l'homme n'a plus prise. Le marché devient une entreprise totalitaire. Dans ces conditions on voit mal quel espace subsiste pour le débat démocratique.

Méfions-nous donc des séductions de la théorie du marché. Non pas pour la rejeter, mais pour en analyser de manière critique les effets concrets dans les différents domaines de la vie sociale et économique et pour en dégager dans chaque cas les avantages et les inconvénients. Et finalement pour préserver la sphère politique, le seul lieu légitime des décisions qui affectent la société dans son ensemble.

JD